



HAL
open science

Perceptions et représentations de la Russie au sein du “ monde russe ” - Enquêtes dans les pays baltes et en France

Olga Bronnikova, Katerina Kesa

► **To cite this version:**

Olga Bronnikova, Katerina Kesa. Perceptions et représentations de la Russie au sein du “ monde russe ” - Enquêtes dans les pays baltes et en France. Anne de Tinguy. La Russie dans le monde, CNRS Editions, 2019. hal-01928520

HAL Id: hal-01928520

<https://hal.science/hal-01928520>

Submitted on 18 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Perceptions et représentations de la Russie au sein du « monde russe » - Enquêtes dans les pays baltes et en France

Olga BRONNIKOVA et Katerina KESA

Le « monde russe » est une notion complexe aux contours flous, qui correspond à un projet politique porté par les autorités russes. Si l'on en croit le directeur du Département des compatriotes du ministère des Affaires étrangères russe, il existe dans le monde une diaspora russe forte de 35 millions de personnes¹. Qui sont ces Russes désignés comme des « compatriotes »² ? Constituent-ils vraiment une diaspora³ ? La diversité est leur première caractéristique. Au moment de l'effondrement de l'URSS, 25 millions de Russes ethniques résident dans l'espace postsoviétique en dehors de la Russie : particulièrement nombreux en Ukraine, dans le nord du Kazakhstan et dans les Etats baltes, ils forment une diaspora «accidentelle » formée « par le mouvement des frontières à travers la population »⁴. Au fil du temps, en raison de l'importance que les nouveaux Etats accordent à la langue nationale comme vecteur des politiques de « nationalisation », ils sont davantage désignés comme des populations russophones (que comme des Russes ethniques)⁵. Et nombre d'entre eux choisissent de « rentrer » en Russie (cinq millions entre 1990 et 2003)⁶. Les Russes blancs, qui ont émigré après la révolution de 1917, et leurs descendants constituent une autre catégorie, très différente, du « monde russe » : cette « diaspora impériale » est estimée à dix millions de personnes avec des centres importants en France, en Amérique du Nord et en Chine. S'y ajoutent des milliers de personnes qui ont quitté la Russie et d'autres des anciennes républiques de l'URSS à la chute de celle-ci (4 millions entre 1990 et 2004). Dans les années 1990, elles se sont principalement dirigées vers l'Allemagne, Israël et les Etats-Unis⁷. Aujourd'hui, les destinations sont beaucoup plus diversifiées (Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne, Finlande, pays d'Europe centrale et orientale, mais aussi Chine, Turquie, Canada). Parler d'« une » diaspora russe est, on le voit, discutable.

¹Interview d'Alexandre Tchépourine, 12 octobre 2011, http://windowrussia.ru/ru/news/2011_10_12/249921722/, dernière consultation le 3 juin 2018.

²Le concept de compatriotes et la politique menée à leur égard sont définis par la loi fédérale de 1999, qui a été amendée à plusieurs reprises, cf Anne de Tinguy « La Russie et les "compatriotes" de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? » in Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, Presses de Sciences Po, 2011. Selon les autorités russes, le compatriote est avant tout un vecteur de sa patrie. Le terme « compatriote » en russe, *sootečestvennik*, inclut la racine *otečestvo*, qui signifie la patrie des pères.

³Sur la définition de ce qu'est une diaspora, cf Stéphane Dufoix, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011 ; sur le cas russe, cf David Laitin, *Identity in Formation : The Russian-Speaking Populations in the New Abroad*. Ithaca, Cornell University Press, 1998 ; Lowell Barrington, « A Reply to David Laitin », *Post-Soviet Affairs*, vol. 2, n° 17, 2001.

⁴Rogers Brubaker, « Accidental Diasporas and External « Homelands » in Central and Eastern Europe: Past and Present », *Institute for Advanced Studies, Political Science Series*, n° 71, 2000.

⁵Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁶Marlène Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Etude du CERI*, n° 126, 2006.

⁷Anne de Tinguy, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, 2004.

Ce qu'on observe dans différentes parties du monde, ce sont des processus de « diasporisation », tant « par le bas », à travers la fabrication de repères culturels et politiques communs⁸, que « par le haut », les autorités russes cherchant à créer une diaspora de « compatriotes ». Cette diasporisation par le haut se heurte à la complexité des situations migratoires et aux héritages culturels et politiques dont les différentes vagues d'émigration sont porteuses. Si les russophones des pays de l'espace postsoviétique refusent de se voir attribuer le nom de « diaspora », les émigrés et les migrants vivant dans des pays extérieurs à l'espace postsoviétique hésitent quant à eux à se définir comme compatriotes. C'est pour dépasser les contradictions entre les notions de « diaspora » et de « compatriote » que les autorités russes ont proposé le concept de « monde russe ». Les personnes ainsi désignées sont supposées défendre les intérêts de la Russie dans les pays où ils résident et améliorer l'image de leur patrie historique à l'échelle internationale. Ce chapitre se penchera sur deux composantes très différentes l'une de l'autre de ce « monde russe » : les populations russophones de Lettonie et d'Estonie et les migrants russes de France. Tous sont à la fois des acteurs de la création de l'image de la Russie à l'étranger et les récepteurs de l'image produite par la Russie dans le cadre de son projet de « monde russe » ainsi que par différents acteurs des pays de résidence de ces populations.

L'objet de ce chapitre est d'analyser les représentations ainsi que les émotions suscitées par la Russie. Celles-ci éclairent la façon de « faire communauté » au sein de différentes sociétés et les normes à travers lesquelles les politiques nationales et internationales sont développées, tandis que les représentations sont des vecteurs de ces émotions autrement difficiles à saisir⁹. Cette étude, basée sur d'importants travaux de terrain, nous renseigne tant sur la Russie et sur l'efficacité de ses politiques de soft power et de diplomatie publique, que sur les fractures socio-politiques et sur les autoreprésentations identitaires propres aux sociétés d'accueil des russophones. Ce rapport dialectique sera au centre de notre travail. L'hypothèse que nous défendons est que les représentations des russophones et des migrants russes sont influencées, en Lettonie et en Estonie par les rapports que ceux-ci entretiennent avec leur pays de résidence, en France par la résurgence de positions binaires vis-à-vis de la Russie. Si les représentations et les émotions politiques des russophones des États baltes sont corrélées à leurs positions sociales et à leurs statuts dans ces deux pays, en France elles se définissent avant tout par la place occupée dans le champ spécifique des politiques transnationales, lequel inclut tant les politiques des États russes et français que les pratiques politiques des migrants militants. Ces représentations et émotions doivent ainsi être replacées dans le cadre 1) des politiques russes à l'égard des « compatriotes », 2) des politiques d'intégration lettone et estonienne, et 3) des pratiques et justifications politiques du soutien ou du rejet de la Russie par différents groupes d'opinion en France.

Lorsqu'on analyse les représentations de la Russie, la France est un cas d'étude intéressant pour des raisons qui tiennent notamment aux relations, denses depuis le XVIIIe siècle, entre la

⁸ Andy Byford, « 'The Last Soviet Generation' in Britain », in J. Fernandez (dir.) *Diasporas Critical and Interdisciplinary Perspectives*, Inter-Disciplinary Press, 2009.

⁹ Roland Bleiker, Emma Hutchison, « Fear no more: emotions and world politics », *Review of International Studies - Cultures and Politics of Global Communication*, vol. 34 n°1, 2008 p.115-135 ; Neta C. Crawford, « The passion of World Politics: Propositions on Emotion and Emotional Relationships », *International Security*, vol. 24, n°4, print. 2000 p.116-156

Russie et les élites françaises¹⁰. Ces représentations ont été en outre influencées par les trois grandes vagues d'émigration russe du XXe siècle (après 1917, après la Seconde Guerre mondiale et dans les années 1970) qui ont été précédées par celle de révolutionnaires russes ayant élu la France comme centre d'émigration politique en Europe¹¹. Depuis 2011, les événements politiques et géopolitiques dans lesquels la Russie est directement impliquée, polarisent la société française. Nous assistons actuellement à une cristallisation des positions dites « pro-russes » et « antirusses » et à des logiques de justification concomitantes, véhiculées par des groupes d'opinion en formation, notamment dans les milieux de migrants russes dont le nombre augmente depuis les années 2000.

La Lettonie et l'Estonie forment un cas d'étude sensiblement différent en raison à la fois de la présence numériquement très importante des russophones dans ces pays (respectivement 38 % et 31 % de la population) et du rapport historique particulier qu'elles entretiennent avec ces derniers. La présence de minorités russes, ukrainiennes ou biélorusses est en partie le résultat des politiques soviétiques de migrations visant à couvrir les besoins de main-d'œuvre au moment de grands projets de construction, d'industrialisation et de stationnement de troupes (1950-70). À la chute de l'URSS, lors de la restauration de l'indépendance estonienne et lettone, ces ex-Soviétiques, contraints d'apprendre **la langue locale et certains sans** citoyenneté, ont eu le sentiment d'être devenus des étrangers dans le pays dans lequel ils vivaient. Certains d'entre eux continuent encore aujourd'hui à s'identifier mentalement à la Russie, à son espace linguistique, culturel et médiatique. André Filler, auteur d'un ouvrage sur la nation lettone, va jusqu'à évoquer deux communautés, deux langues, deux cultures, deux mémoires qui s'affrontent sur le même territoire¹². Coexistent également des perceptions différentes de l'État letton ou estonien ainsi que de la Russie.

Les russophones d'Estonie et de Lettonie face à la Russie : perceptions et représentations

Cerner les perceptions et les représentations que les russophones d'Estonie et de Lettonie ont de la Russie implique de comprendre la place que ces populations occupent dans les sociétés de ces deux pays et les rapports qu'elles entretiennent avec l'État d'accueil, puis d'interroger l'impact, si impact il y a, de la politique russe à l'égard des compatriotes ainsi que des médias russes. Cette démarche conduit à interroger les visions que ces populations ont d'elles-mêmes ainsi que des *Autres* (l'État d'accueil et la Russie), des visions qui sont, nous le montrerons, fortement liées l'une à l'autre.

Les russophones d'Estonie et de Lettonie : une communauté à part ?

Les russophones d'Estonie et de Lettonie ne constituent pas un groupe sociologiquement homogène et n'ont de ce fait pas la même manière de percevoir les choses ni de s'identifier. Ceux qui sont arrivés durant la période soviétique ne sont pas dans la même situation que ceux, plus

¹⁰ Sur le XXème siècle, cf Eric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016.

¹¹ Catherine Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, CNRS Editions, 2008

¹² André Filler, *L'Impossible nation lettone : Etude des lieux d'une natio-genèse post-soviétique*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016, p.228

jeunes, nés dans ces pays et issus d'une famille où l'un au moins des parents est d'origine russe (ou biélorusse ou ukrainienne) et locuteur de langue russe¹³. Beaucoup des premiers se sentent encore aujourd'hui étrangers dans leur pays d'accueil alors qu'une grande partie des seconds est parfaitement intégrée linguistiquement et professionnellement et ne s'identifie pas forcément comme russe. Les russophones qui vivent dans les deux capitales (Tallinn et Riga) ont en outre peu en commun avec ceux qui vivent dans les régions périphériques et frontalières avec la Russie, régions très industrielles durant la période soviétique, qui connaissent depuis les années 1990 une situation socio-économique plus difficile avec un taux de chômage plus élevé qu'ailleurs du fait de la fermeture progressive des usines et de la quasi absence de nouveaux investissements. C'est le cas de la région de Virumaa orientale au nord-est de l'Estonie et de la région de Latgale dans l'est de la Lettonie. Par ailleurs la répartition géographique des russophones n'est pas similaire dans les deux pays. En Lettonie, ils sont très nombreux à Riga où ils représentent quasiment la moitié de la population ; en Estonie, ils constituent 95 % de la population dans la ville frontalière de Narva (au nord-est du pays). L'âge, le degré d'intégration, la position géographique ou la situation socio-économique sont des facteurs d'explication des différentes perceptions et représentations de ces russophones.

Depuis les années 1990, la langue a été l'outil principal des politiques d'intégration menées dans les deux pays. En Estonie, comme le souligne le politologue estonien Tõnis Saarts, le succès est au rendez-vous : entre le début des années 1990 et aujourd'hui, la part des russophones maîtrisant l'estonien serait passé de 20 % à 40 %. Autre point positif : une nouvelle élite politique composée de russophones fait son chemin. En Estonie, porteuse d'idées plutôt modérées, elle se retrouve essentiellement au sein d'un parti de centre-gauche, *Keskerakond* (le parti du Centre)¹⁴. En Lettonie, une aile radicale est présente dans plusieurs petits partis russes, mais ces dernières années, une partie de l'élite politique russophone s'est agrégée autour d'une formation politique aujourd'hui de centre-gauche, *Saskaņa* (Concorde)¹⁵. Dans ce pays, les russophones sont très présents dans les débats publics, ils le sont beaucoup plus qu'en Estonie, du fait notamment d'une identité plus forte, d'une population plus nombreuse et mieux représentée dans les différentes sphères socio-économiques et dans la capitale.

En dépit de certains succès, l'intégration des russophones reste complexe. Les divisions entre Russes et Estoniens ou Lettons persistent encore aujourd'hui, entre autres dans l'espace médiatique et linguistique ainsi que dans les écoles. En Estonie, ces clivages sont apparus au grand jour en 2007 lors de l'affaire du « soldat de bronze » qui, aux yeux de nombreux analystes, constitue un tournant majeur dans la politique d'intégration, renforçant l'antagonisme entre russophones et Estoniens de souche¹⁶. 2007 a aussi créé une ligne de fracture dans le paysage politique qui s'est

¹³ Sur l'appartenance et l'identification des jeunes russophones des pays baltes, voir Agnia Grigas « The new generation of Baltic Russian speakers », in *Euractiv.com*, 28 novembre 2014. URL : <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/opinion/the-new-generation-of-baltic-russian-speakers/>

¹⁴ « Leur objectif n'est pas de réécrire l'histoire ni de restaurer l'Union soviétique comme c'était le cas de l'Interfront (Interrinne) ou d'autres hommes politiques radicaux du début des années 1990 » : entretien avec Tõnis Saarts, politologue à l'Université de Tallinn, réalisé par K. Kesa par skype le 31 janvier 2018

¹⁵ Fondé en 2009 par Nils Ušakovs et connu pour ses liens avec le parti « Russie unie », ce parti se positionne aujourd'hui comme un parti social-démocrate alors que le parti de l'Union des Russes de Lettonie s'est, lui, radicalisé. A la différence du parti du Centre en Estonie, le parti letton de l'Harmonie ou Concorde est davantage perçu comme un parti russe ou des russophones, entretien de K.Kesa avec Andis Kudors, chercheur et directeur exécutif du Center for East European Policy Studies, Riga, 23 janvier 2018

¹⁶ Entretiens de K.Kesa avec T. Saarts (déjà cité) et avec Andrei Hvostov, écrivain et leader d'opinion, janvier 2018.

trouvé divisé entre les forces qualifiées de « blanches », représentées par les formations de Centre-droit, nationalistes, et, celles perçues comme « noires », dont le parti Keskerakond qui incarne la voix des russophones¹⁷. Comparée à l'Estonie, la société lettone semble plus consolidée. Malgré les différences d'opinion entre Lettons et Russes sur les questions linguistiques, historiques ou de citoyenneté, il n'y a jamais eu en Lettonie d'accès de violence ni de crises politiques sérieuses¹⁸.

Même si les russophones jouissent d'une situation socio-économique généralement moins bonne que la population titulaire, le niveau de vie en Estonie et en Lettonie, l'ouverture de ces pays vers l'UE, le respect des règles de bonne gouvernance font que leur situation est bien meilleure dans ces pays que dans d'autres sur le territoire desquels résident également des russophones, comme par exemple l'Ukraine.

Les compatriotes, des agents d'influence de la Russie ?

Quels liens ces populations ont-elles avec la Russie ? Dans le cadre de la politique russe à l'égard des compatriotes, l'ambassade de Russie en Estonie a structuré dès 2007 le mouvement des compatriotes, en créant un Conseil de coordination des compatriotes russes d'Estonie (*Координационный совет российских соотечественников Эстонии*) chargé de chapeauter les organisations existantes. Officiellement l'objectif est de soutenir et de promouvoir la langue, la culture, l'identité russe et de développer des liens économiques et politiques avec la Russie¹⁹. Si l'on en croit un récent rapport du Service de sécurité intérieure estonien (KAPO), les organisations russes de « compatriotes » cherchent aussi à créer la division et à empêcher l'intégration des russophones, elles constituent donc un danger pour le pays²⁰. Dans les faits, l'impact de ces organisations semble devoir être relativisé. En effet, si elles existent bel et bien dans ces deux pays, peu de gens sont en mesure de dire ce qu'elles font. De plus, si l'on en croit les témoignages d'anciens responsables ou membres de ces organisations, celles-ci sont très peu dynamiques et elles peinent à consolider la communauté russophone et à attirer de nouveaux membres. Cela tient notamment au fait que les Russes ethniques et les russophones n'ont pas tous le même attachement envers « leur pays historique ». Les jeunes s'identifient souvent davantage au territoire et à l'Etat estonien ou letton qu'à la Russie. En termes de loyauté, d'appartenance linguistique, culturelle et politique, l'écart générationnel apparaît important²¹. Cela tient aussi au fait que la politique russe à l'égard des compatriotes est peu claire, ce que souligne Andrei Hvostov:

¹⁷ K. Kesa, « Scandales autour du financement des partis: Le paysage politique estonien est-il en train de changer? », in *Regard sur l'Est*, 01/10/2012. URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1341&PHPSESSID=

¹⁸ Ivars Ijabs, « Critical, but not Serious : Latvian Russophones in the Shadow of Ukraine », article publié sur le blog de l'auteur, 02/05/2015. URL : <https://ivarsijabs.wordpress.com/2015/05/02/critical-but-not-serious-latvian-russophones-in-the-shadow-of-ukraine/>

¹⁹ A la date de mai 2017, ce Conseil était chargé en Estonie de 16 organisations allant de « l'Union des citoyens russes de Narva » à l'« l'Union des vétérans de guerre et des retraités de Kohtla-Järve ». Portail Internet des compatriotes russes d'Estonie « Estonie russe », URL : <http://rusest.ee/novosti/sostav-koordinatsionnogo-soveta-rossijskih-sootchestvennikov-estonii-ksrse-21-04-17/>, consulté le 22 février 2018

²⁰ Rapport 2017 de KAPO (*Kaitsepolitseiameti aastaraamat 2017*), p.7

²¹ K. Kallas, « Claiming the diaspora: Russia's compatriot policy and its reception by Estonian-Russian population », in *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, vol.15, n°3, 2016, p.9-10

« Qui peut être considéré comme compatriote ? Tous ceux qui sont nés en Union soviétique ? Alors, quelqu'un comme moi qui suis né en Estonie, de mère estonienne et de père russe, suis-je aussi un compatriote ? ²² »

A en croire un rapport de la police de sécurité lettone de 2017 - « *malgré les efforts de Moscou pour consolider la diaspora russe en Lettonie, il n'existe pas de front uni de compatriotes russes dans ce pays*²³ » -, la situation en Lettonie ne serait guère différente. L'influence de la politique russe à l'égard des compatriotes semble avoir peu d'effet réel sur les perceptions et les représentations des russophones des pays baltes. On peut difficilement dire la même chose des médias russes.

Les médias russes, des outils de propagande ?

En Lettonie comme en Estonie, les médias russes continuent à avoir une forte audience au sein des populations russophones. En Lettonie, *Sputnik* a été interdit, mais les chaînes de télévision russes continuent à être regardées, les plus populaires étant *Russia Today* (RT), *NTV*, *TV Tsentr* ou *Pervyj baltijskij kanal* (PBK). Ce dernier produit des nouvelles locales tout en diffusant en parallèle des émissions de la Première Chaîne russe. En Estonie également, les chaînes russes et PBK dominent (ils représentent quelque 70 % des médias regardés par les russophones dans ce pays). L'influence des médias russes s'explique par le fait qu'ils sont plus attirants en matière de divertissements mais aussi parce que les russophones ont l'habitude de les regarder, ce qui ne les empêche pas de diversifier leurs sources d'information – ils se branchent aussi sur les médias en estonien - à l'inverse des Estoniens de souche qui restent souvent dans un espace médiatique unique²⁴.

Depuis quelques années, les médias numériques et les réseaux sociaux sont devenus une source d'information très importante. Pour les jeunes russophones, les médias en ligne ont remplacé la radio ou la télévision. Désormais plusieurs sites web locaux (par exemple *Delfi*) publient une version en langue russe parallèlement à celle en letton ou en estonien. Néanmoins on est encore loin d'un espace médiatique commun aux deux communautés linguistiques: ces sites web ne diffusent pas la même information en deux langues, ils ont très souvent des contenus et des titres différents selon que l'information s'adresse aux Lettons de souche ou aux russophones, ce qui contribue encore une fois, estime Maria Golubeva, analyste spécialiste des politiques d'éducation, à diviser ces deux communautés. Par ailleurs, souligne Andis Kudors, spécialiste des médias et de la politique russes en Lettonie, même si les jeunes russophones ne regardent pas la télévision russe, ils suivent et partagent des extraits de vidéos publiés sur les chaînes russes, continuant ainsi à être sous influence russe²⁵. Alors que *LTV 7* (chaîne publique lettone en langue russe) a peu d'audience, *PBK* est l'une des plus regardées par les russophones dans ces deux pays. Dans les deux cas, cette chaîne est pourtant contestée par une grande partie de la classe politique qui considère les émissions locales

²² Interview déjà cité de K.Kesa avec A. Hvostov, Tallinn, 29 janv. 2018

²³ http://www.leta.lv/eng/defence_matters_eng/defence_matters_eng/news/133C6B29-5130-D4C0-B5CA-1268124178E4/

²⁴ « Utilisation des médias et de l'espace d'information : Fiche technique » (Meediakasutus ja infoväli : Faktileht), in *Rapport d'intégration en Estonie 2017* (Eesti integratsiooni monitoring 2017 lõppraport ja lisainfo) www.cul.ee/et/EIM2017

²⁵ Entretien déjà cité de K. Kesa avec A.Kudors, Riga, 24 janvier 2018

produites sur leur pays comme très critiques, voire hostiles à leur égard : *PBK* est régulièrement qualifiée de « *dangereuse pour la sécurité* » des pays baltes et ses journalistes considérés comme étant totalement sous influence russe. Mais du fait de la popularité de cette chaîne auprès des russophones, certains pensent que l'interdire serait risqué et que l'Etat estonien devrait plutôt investir dans cet espace médiatique afin de « proposer des informations alternatives ²⁶ ».

Lors des crises russo-géorgienne et russo-ukrainienne, les clivages sont particulièrement visibles. En 2008, deux manifestations se déroulent dans les rues de Riga, l'une pour soutenir la position géorgienne, l'autre celle de la Russie. Lors de la crise ukrainienne de 2014, si l'on en croit une russophone interviewée par l'auteur de ces lignes, une part non négligeable des russophones de Lettonie adopte le récit russe, considérant que l'Ukraine n'est pas en mesure de s'autogérer ou encore que les russophones d'Ukraine y sont opprimés. Les médias russes ont sans aucun doute influé sur les perceptions de ces événements.

Identifications et perceptions de la Russie

Le rapport des russophones à leur pays d'accueil et la manière dont ils s'identifient sont très complexes. En général, ils se disent satisfaits ou plutôt satisfaits de résider en Estonie ou en Lettonie et n'ont pas de sentiment d'hostilité à l'égard de leur pays d'accueil :

« Je pense que 98% des Russes d'ici aiment l'Estonie et ne veulent pas faire partie de la Russie. Quelques radicaux font exception mais ils ne sont pas nombreux et la majorité d'entre eux sont déjà partis vivre en Russie ²⁷ ».

Ce sentiment ne les empêche pas, y compris ceux qui ont vécu toute leur vie dans les pays baltes, de s'identifier à la Russie. L'enquête menée révèle qu'en Lettonie nombre de jeunes parlent letton couramment, ont la citoyenneté lettone et ne s'identifient pas à la Russie ; toutefois, du fait d'avoir des parents ou des grands-parents russes, ils disent se sentir différents des Lettons de souche. De surcroît, de plus en plus de jeunes se définissent aussi comme Européens. Ce sentiment de différence apparaît en partie corrélé à la langue parlée en famille : « *Tout dépend quelle est ta langue maternelle et dans quel contexte culturel tu as grandi. Moi, je me définis en tant que Russe²⁸ »*. Parfois l'identification peut relever d'une stratégie professionnelle :

« Ma langue maternelle est le russe. Même si j'ai un passeport estonien, je suis quand même Russe. Lorsque je travaillais dans l'agriculture, je disais que j'étais Estonien. C'était plus facile. Mais quand j'ai commencé à faire de la politique, j'ai compris qu'il valait mieux m'identifier en tant que Russe. C'est une niche car on est peu nombreux dans la politique en Estonie et les possibilités sont plus grandes²⁹. »

Les sentiments d'appartenance à la fois à la Lettonie/Estonie et à la Russie ne semblent pas s'exclure l'un l'autre. Au contraire, si l'on en croit le politologue letton Ivars Ijabs, ils se renforceraient mutuellement. Si l'on regarde les sondages effectués en Lettonie, la plupart des

²⁶ Entretiens déjà cités de K. Kesa avec A. Hvostov, M. Repinski, T. Saarts, à Tallinn, janvier 2018.

²⁷ Entretien déjà cité de K. Kesa avec M. Repinski, homme politique estonien d'origine russe du parti du Centre, Tallinn, 23 janvier 2018

²⁸ Entretien de K. Kesa avec Mihhail Stalnuhhin, homme politique estonien d'origine russe du parti du Centre, Parlement estonien, Tallinn, 23 janvier 2018

²⁹ Interview déjà cité de K.Kesa avec M. Repinski.

russophones désignent la Lettonie comme leur pays, une minorité, la Russie, mais un certain nombre de ceux qui s'identifient à la Lettonie s'identifient aussi à la Russie³⁰. Il existe néanmoins des domaines dans lesquels les différences de perceptions entre russophones et nations titulaires sont réelles : c'est le cas des questions liées à la sécurité, à la langue, à la géopolitique et à la Russie. Le regard des russophones sur leur place dans l'Etat estonien ou letton apparaît fortement corrélé à celui qu'ils portent sur la Russie. Et il a évolué depuis les années 1990 : « *Aujourd'hui, les gens ont une identification plus forte qu'avant à la Russie. Je connais beaucoup de gens qui célèbrent aujourd'hui le 9 mai alors qu'ils ne le faisaient jamais à l'époque soviétique* ³¹ ». Cette évolution s'explique en partie par le sentiment de ne pas se sentir complètement intégrés dans leur pays de résidence ou de continuer à être considérés comme un *Autre*, un étranger³². Les russophones de plus de 40 ans et ceux issus de la classe ouvrière sont particulièrement sensibles au discours russe sur les compatriotes et le « monde russe ». Le sentiment d'amertume ou de déception envers leur pays d'accueil peut aussi pousser certains, comme Andrei Hvastov, à ne plus vouloir s'identifier comme Estonien sans pour autant s'identifier comme Russe. D'autres, plus âgés, ont développé une véritable nostalgie pour la période soviétique, notamment en réaction aux critiques des Estoniens et des Lettons à l'égard de l'occupation soviétique qui, à leurs yeux, mettent en cause leur droit de résider dans ces Etats³³. Enfin, dans certaines villes périphériques, comme Narva, les russophones ont une identité propre, très affirmée, liée à la particularité de cette région. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ils sont, semblent-ils, plus conciliants envers l'Etat estonien que ceux par exemple de Lasnamäe, banlieue de Tallinn³⁴.

Le regard des russophones sur leur place dans leur pays d'accueil peut conditionner celui qu'ils portent sur la Russie : le sentiment d'étrangeté envers le premier contribue parfois à les rapprocher de leur « patrie historique ». Une attitude positive envers la Russie peut également être le résultat d'une réaction à la représentation générale au sein des élites estoniennes ou lettones de la Russie comme « *danger pour la sécurité* ». Les uns et les autres ont des perceptions très différentes de la Russie de Vladimir Poutine. En août 2014, ce dernier est perçu positivement par 66,4 % des russophones (75 % à Latgale, 71,2 % à Riga) tandis qu'il est vu négativement par 73,9 % des Lettons de souche³⁵. En 2017, 39 % des Estoniens, mais seulement 6% des russophones déclarent estimer que la volonté de la Russie de restaurer son pouvoir d'influence constitue une menace pour la paix dans le monde³⁶.

Bien que les russophones ne forment pas, on l'a vu, un groupe homogène, les entretiens qui ont été menés et les sondages permettent de dresser le portrait d'un « russophone moyen » : son attitude envers la Russie est aujourd'hui plus positive que négative; il est globalement favorable au président Poutine, approuve l'annexion de la Crimée, mais dénonce les atrocités commises dans

³⁰ Ivars Ijabs, *op.cit.*, 2015

³¹ Entretien déjà cité de K. Kesa avec une russophone de Lettonie.

³² Il faut toutefois nuancer ce propos car les russophones qui se sentent parfaitement intégrés dans le pays et se disent Estonien ou Letton, n'interviennent que rarement dans les débats sur l'intégration.

³³ Entretien déjà cité de K. Kesa avec A. Hvastov.

³⁴ Entretien de K. Kesa avec Jüri Nikolajev, journaliste d'origine russe de Narva du bureau de *Eesti Rahvusringhääling*, ERR (Télé et Radiodiffusion estonienne, Narva, 20 janv. 2018

³⁵ Selon différents sondages analysés par Ivars Ijabs, *Ivars Ijabs, op.cit.*, 2015.

³⁶ Enquête « Opinion publique et défense de l'État » (*Avalik arvamus ja Riigikaitse*), commandée par le ministère de la Défense et menée par un bureau d'enquête indépendant, *Turu-uuringute AS*, basé à Tallinn. URL: http://www.kaitseministeerium.ee/sites/default/files/elfinder/article_files/avalik_arvamus_ja_riigikaitse_oktoober_2017.pdf

les régions de Donetsk et de Lougansk. Il considère la Lettonie (ou l'Estonie) comme son pays et ne soutient en aucun cas l'éclatement d'un conflit dans ces pays. Il peut se montrer critique à l'égard de la Russie comme à l'égard de son pays d'accueil³⁷. Ce qui caractérise en définitive cette population, c'est sa complexité. Une personne relativement bien intégrée et parlant bien la langue du pays où il vit, peut préférer regarder les médias russes et trouver le discours diffusé par les chaînes russes concernant le conflit russo-ukrainien, le modèle familial, les migrations... compatible avec sa vision des choses. Cela ne l'empêche pas, selon une russophone de Lettonie interviewée, d'apprécier les bénéfices que lui confèrent la citoyenneté et le niveau de vie d'un pays de l'UE.

Si les russophones ont une image généralement positive de la Russie, c'est notamment parce que beaucoup d'entre eux estiment qu'elle s'intéresse à eux et qu'elle s'occupe d'eux alors que dans leur pays de résidence ils ont l'impression d'être considérés comme « étrangers ». Ils prennent en définitive pour argent comptant le discours de la Russie sur le soutien qu'elle apporte aux « compatriotes » et sur la Crimée.

J'ai une image positive de la Russie. La Russie est présente là où l'on offense les gens, elle les protège. Vous savez, je ne crois pas que la Russie soit capable de s'emparer de territoires. La Crimée était en réalité une erreur commise par les dirigeants dans le passé. (...) Le cas de Narva n'est pas comparable à celui de la Crimée. Ici, tout le monde est pacifique et il ne faut surtout pas recommencer ce qui s'est passé en 1939-1940. Nous, les Russes de Narva y avons vécu tellement longtemps que nous sommes quand même une petite partie de l'Estonie. Nous faisons partie intégrante de l'Estonie, il ne faut pas nous en détacher³⁸.

A Narva, en 2014, si l'on en croit le journaliste local Jüri Nikolajev, les russophones ont eu tendance à considérer l'Ukraine comme « *un petit pays fasciste* », tout en pensant que tout cela « *n'était pas la faute de l'Ukraine, mais plutôt celle des Etats-Unis qui avaient organisé cela* ». A leurs yeux, « *la Russie n'a pas conquis la Crimée. La Crimée est à nous !* », elle a restauré son droit juridique sur la Crimée. Pour autant, cette analyse n'a pas débouché sur un désir de faire sécession. En 2014, à Narva, ce que beaucoup ont redouté, c'est une escalade de la tension dans la région.

La perception de la Russie a évolué depuis les années 1990. Les russophones sont passés d'une vision globalement négative d'un pays perçu comme plongé dans le chaos dont l'élite était corrompue et incapable de gouverner à celle globalement positive d'un pays qui se développe et se modernise³⁹, « *un pays clair avec un dirigeant qu'on comprend* ». Cette perception de la Russie poutinienne correspond en outre pour beaucoup à un désir mais aussi à une fierté d'appartenir à quelque chose de grand, une grande nation, un grand pays, une grande culture. Pour une partie d'entre eux, la Russie reste la patrie historique, la *Rodina*, avec laquelle ils ont un lien historique.

Les représentations de la Russie des migrants russes en France

³⁷ Entretiens déjà cités de K. Kesa, avec T.Saarts, J. Nikolajev et M. Repinski; Ivars Ijabs, *op.cit.*, 2015; sondage effectué en 2014 en Lettonie par *SKDS Pētījumu Centr* commandé par la Chancellerie de l'État letton, résumé disponible : <https://eng.lsm.lv/article/society/society/two-thirds-loyal-to-latvia-in-minority-poll.a96030/>

³⁸ Entretien déjà cité de K. Kesa avec A. Pugatchenko, Narva, 22 janvier 2018.

³⁹ Interviews de deux hommes politiques estoniens russophones réalisés par K.Kesa à Tallinn, janvier 2018.

Les Russes de France ont une histoire différente de celle des Russes des pays baltes. Leur présence en France est liée à des événements politiques, ce qui n'est pas le cas, on l'a vu, pour ceux d'Estonie et de Lettonie⁴⁰.

Une émigration historiquement très politisée

L'histoire de l'émigration russe est traversée de part en part par la politique, notamment par l'opposition à l'État russe, puis soviétique. Tout au long du XXe siècle des lignes de fracture divisent l'émigration. Et l'intérêt des autorités russes pour les activités politiques de celle-ci ne faiblit jamais. Les différents pôles des diasporas russes pré-révolutionnaire et « impériale » gardent des liens grâce à l'existence de nombreuses maisons d'édition, de journaux et de revues publiés par les émigrés. Cette « tradition » persiste, en se renouvelant, au sein de l'émigration soviétique des années 1960-1970. En outre, après 1917, des Congrès de l'émigration russe se tiennent dans différents pays européens, ils réunissent des individus aux convictions politiques parfois très éloignées, voire antithétiques. Cependant, si un réseau diasporique existe bel et bien à cette époque, une véritable coordination des actions collectives est difficilement réalisable à cause des divergences politiques qui perdurent dans les milieux émigrés russes⁴¹. L'anti-tsarisme ou l'anticommunisme ne constitue pas une raison suffisante pour adhérer à une représentation politique unifiée. L'émigration soviétique des années 1960-1970 est divisée entre les dissidents, critiques implacables du communisme comme modèle totalitaire, et ceux qui contestent le régime soviétique tout en restant fidèles à l'idée socialiste⁴². Après la chute de l'URSS, certains militants de cette vague d'émigration restent actifs : Natalia Gorbanevskaïa, Oskar Rabine et d'autres sont présents lors des premières manifestations qui ont lieu à Paris contre les « élections injustes » de 2011-2012⁴³. Leur présence est souvent perçue comme le signe de la pérennité en Russie de la résistance à l'arbitraire du pouvoir, en véhiculant l'image du regain de l'engagement dans l'émigration. Le symbole de la dissidence commence à être encore davantage mis en avant par les manifestants au moment des arrestations en Russie, notamment lors de la manifestation du 6 mai 2012 : désormais les migrants mobilisés parlent à nouveau de « prisonniers politiques »⁴⁴.

La période actuelle ne présente pas le même degré de connectivité transétatique « par le bas » que ces périodes extrêmement riches sur le plan politique. Cependant, un certain nombre d'activités politiques transnationales, à la fois de l'opposition et de l'État russe, ont pour objectif la mise en relation des différents espaces de l'émigration avec le pays d'origine. À côté du projet des compatriotes, les militants contestant les autorités politiques en Russie oeuvrent depuis

⁴⁰ Lors du recensement de la population de 2012, il y avait 57 187 immigrés russes en France, Insee *Recensement de population*, 012, exploitation principale. Selon la définition de l'Insee, « un immigré est une personne née étrangère, à l'étranger et résidant en France », qu'elle ait acquis ou non la nationalité française. Les entretiens en France cités dans ce chapitre ont été réalisés par Olga Bronnikova entre 2007 et 2013 dans le cadre de son doctorat (plus de 60 entretiens semi-directifs et observations participantes) et entre 2015 et 2017, dans le cadre du projet « Perception of Russia Across Eurasia : Memory, Identity, Conflicts » (30 entretiens semi-directifs).

⁴¹ Pavel Milúkov, *Rossia na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques], Paris, Librairie La Source, 1927.

⁴² Ilia Boudrajtskis, *Dissidenty sredi dissidentov* (Dissidents parmi les dissidents), Moscou, Novye Krasnye, 2017.

⁴³ Nous faisons ici référence au mouvement de contestation des résultats des élections parlementaires et présidentielles en Russie de 2011-2012, jugées truquées par une partie de la société russe. Ce mouvement a été soutenu par des migrants russes à travers le monde, cf Olga Bronnikova, « Le renouvellement de la politique dans l'émigration russe en France (2011-2013) », *La Revue russe*, 46, 2016.

⁴⁴ Discussions dans des groupes privés Facebook dédiés à l'organisation des manifestations à Paris, mai 2012.

l'étranger, *via* les ONG et diverses fondations internationales, à la mise en réseau des acteurs de l'opposition dispersés à travers le monde. On pense ici aux Congrès de l'opposition qui ont eu lieu en Lituanie⁴⁵, aux formations de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme assurées par des ONG dans les États baltes ou encore à la création d'un réseau de militants de gauche provenant de différents pays postsoviétiques⁴⁶, etc. On pense aussi à l'expatriation à l'étranger de médias russes indépendants, à l'image de Meduza à Riga et de Grani.ru à Paris⁴⁷, lesquels pourraient éventuellement jouer un rôle dans le renforcement des liens entre tous ces acteurs.

Les représentations de la Russie à l'heure de la crise ukrainienne

Dans le contexte géopolitique actuel, la perception que les migrants russes ont de la Russie continue à être une affaire politique. L'émergence du politique au sein de la quatrième vague d'émigration, étroitement liée à l'évolution du régime politique en Russie depuis les années 2000, provoque de nouvelles tensions, de nouvelles ruptures, mais aussi de nouvelles représentations. Le moment où le nombre de migrants russes en France augmente correspond à la structuration de la politique de l'État russe à l'égard des « compatriotes », laquelle, à son tour, contribue à la « renaissance » du politique dans l'émigration russe. Contrairement à ce qui avait eu lieu lors des siècles précédents, cette structuration est impulsée par l'État lui-même. Bien que les associations qui se sont engagées dans des interactions avec les représentants de l'État russe en France et dans les autres pays où il y a une importante présence de migrants russes se définissent comme culturelles, le concept de « compatriote » est une construction proprement politique.

Si les actions mises en œuvre par les autorités russes envers leurs émigrés sont un accélérateur de l'organisation des Russes de France autour du Conseil de coordination des compatriotes (né en 2011, mais dont la création avait été préparée depuis plusieurs années), le début de la vague de protestation en Russie (elle aussi initiée à l'automne 2011) joue un rôle décisif non seulement dans l'émergence de ladite communauté russe mais aussi dans la formation des représentations de la Russie en France. A partir de ce moment, s'instaure une certaine concurrence dans les milieux des migrants engagés dans la formation de l'image de la Russie en France. Cela ne signifie pas que d'autres acteurs n'aient pas œuvré en ce sens depuis les années 1990. Mais la différence majeure avec les périodes précédentes réside dans l'implication des migrants eux-mêmes dans ce processus. Contrairement au cas d'étude balte, les représentations qu'ont les migrants de la Russie en France reflètent avant tout leur positionnement dans le champ

⁴⁵ Deux Congrès ont eu lieu à Vilnius, en mars 2016 et en avril 2018 ; ils ont réuni des opposants résidant en Russie et à l'étranger.

⁴⁶ A l'initiative de jeunes migrants ukrainiens, a eu lieu les 1^{er}-2 mai 2016 au Luxembourg une rencontre dite de la nouvelle gauche postsoviétique avec pour objectif la création d'un réseau européen de migrants postsoviétiques de gauche ; elle a réuni des migrants ukrainiens, russes, kazakhs et azéris.

⁴⁷ La rédactrice en chef de Grani.ru a dû quitter la Russie en 2014 à la suite du blocage de son site d'information indépendant par Roskomnadzor (Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse). Grani.ru a été accusé d'avoir publié du contenu interdit par la loi russe (appels à la participation à des manifestations non-autorisées). Désormais enregistré en France, il continue à être disponible en Russie, sous la forme d'un miroir du site initial qui est difficile à bloquer. Les fondateurs de Meduza sont des ex-journalistes de Lenta.ru qui se sont installés à Riga afin d'y créer un média russophone indépendant.

des politiques transnationales de plus en plus traversé par une ligne de clivage entre « amis » et « ennemis » du régime russe⁴⁸.

Cette fracture devient plus manifeste encore après les événements de 2013-2014 en Ukraine⁴⁹, les militants contestataires se divisant et s'écharpant selon qu'ils soutiennent ou non la révolution de Maïdan. Une partie importante des militants russes qui avaient été actifs en 2011-2012 décide de ne pas s'engager dans les manifestations de soutien aux événements en Ukraine qui sont organisés à Paris⁵⁰. Certains quittent même les groupes militants russes en raison de désaccords avec la position jugée pro-Maïdan des leaders de ces groupes. Seule une minorité des militants contestataires est active lors des événements organisés par les différents groupes militants ukrainiens réunis autour de l'Euromaïdan. En raison de ces désaccords internes, il n'y a jamais d'annonce de positions publiques sur la « question ukrainienne » de la part de ces groupes et de ces associations contestataires, ni de création d'un nouveau groupe rassemblant les migrants russes désireux de porter un message de soutien à l'Ukraine :

« Chères amies, chers amis ! Je ressens le besoin qu'il existe, dans le temps et l'espace, une association russe qui promouvra une position raisonnable. Je ne sais pas comment elle s'appellera, mais elle doit inclure deux objectifs : résistance aux répressions en Russie et actions conjointes contre le conflit en Ukraine. Excusez-moi mais j'ai très honte quand les camarades ukrainiens me demandent s'il existe une association russe en France qui a publiquement condamné l'action agressive du gouvernement de Poutine envers l'Ukraine et je n'ai rien à répondre car, comme nous le savons tous, X⁵¹ ne l'a pas condamnée, et à part X il n'y a que des associations apolitiques, par centaines. »⁵²

Les réactions qui suivent cet appel sont plutôt négatives, y compris de la part de militants présents lors des événements ukrainiens : « concernant l'Ukraine, chacun exprime sa propre opinion. Je pense que nous serons dans ce cas moins efficace comme association qu'individuellement. (...) Sur l'Ukraine, nous n'aurons pas d'accord collectif. »⁵³ Plus récemment, une autre militante attire l'attention des militants russes de l'étranger sur leur passivité à l'égard de la défense des prisonniers politiques ukrainiens en Russie :

« Il me semble que la grève de la faim de Sentsov⁵⁴ ou plutôt la réaction, ou son absence totale, à cet événement, est très révélatrice. Je ne dirai pas que je juge mes amis russes ou ukrainiens à partir de cela. Mais j'ai néanmoins fait un certain nombre de conclusions. Si une personne politiquement engagée et très active sur les réseaux sociaux ignore complètement ce sujet, cela veut dire quelque chose. »⁵⁵

⁴⁸ Olga Bronnikova, *Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2007-2013)*, INALCO, thèse de doctorat, 2014

⁴⁹ Maïdan débute en 2013 et la Russie annexe la Crimée en mars 2014

⁵⁰ Observations participantes lors des Assemblées générales d'associations de migrants russes contestataires et discussions privées avec plusieurs de leurs membres. Pour plus d'information sur ces associations, voir O. Bronnikova, *op.cit.*, 2014, Olga Bronnikova, *op.cit.*, 2016, Renata Mustafina, *Penser l'engagement des émigrés : le cas de Russie-Libertés*, Mémoire de Master 1, ENS de Paris, 2014.

⁵¹ X. est une des plus grandes associations créées à la suite des mobilisations de 2011-2012.

⁵² Echange au sein d'un groupe privé d'une des associations contestataires active en 2012 et dont un certain nombre de membres s'est engagé contre l'ingérence de la Russie en Ukraine, 18 février 2015.

⁵³ *Ibid*

⁵⁴ Oleg Sentsov, réalisateur ukrainien, accusé de terrorisme, est condamné à 20 ans de prison en Russie

⁵⁵ Déclaration d'une militante ukrainienne d'extrême-gauche proche des militants russes des associations russes présentées ci-dessus, juin 2018

La « question ukrainienne » est traitée ici comme un événement exceptionnel qui divise et sur lequel le consensus n'est pas envisageable. Cependant, ces discussions rappellent étonnamment celles qui ont eu lieu au moment de la création des principales associations contestataires russes en 2012 : à cette époque-là, les positions étaient également tranchées et personne ne voulait rendre publics les conflits ni les aborder en interne sous forme de débat ouvert.⁵⁶ Cette logique d'évitement des conflits internes et de leur expression publique se retrouve dans les associations russes en Russie⁵⁷.

Le traitement médiatique de l'annexion de la Crimée et la détérioration des relations russo-occidentales ont d'autres effets : ils favorisent le rejet des représentations négatives de la Russie. Une lettre ouverte rédigée par des représentants de familles nobles russes, descendants d'émigrés blancs, dénonce la « russophobie » des médias français⁵⁸. Cette lettre suscite, selon ses signataires, une vive réaction de la part de migrants russes qui se sentent visés par cette critique. Une lettre similaire est rédigée par le président du Conseil de coordination des compatriotes en France. Sur fond de crise syrienne, ce rejet des représentations négatives de la Russie atteint son paroxysme avec les soupçons d'ingérence de la Russie dans les processus électoraux aux États-Unis et en France et les accusations portées par l'État britannique contre les autorités russes pour avoir commandité l'empoisonnement d'un ancien espion russe. Les entretiens réalisés auprès de migrants engagés dans des activités culturelles russes confirment l'existence d'un certain sentiment d'injustice ressenti face à la détérioration de l'image de leur pays d'origine en France dont ils rendent responsables les médias⁵⁹. Certains estiment que la Russie est traitée de manière injuste, déséquilibrée et discriminante par rapport à d'autres pays. L'exemple qu'ils donnent est le « vandalisme » dont a été l'objet en février 2013 le monument du Corps expéditionnaire russe à Paris – qui commémore la participation des troupes russes aux côtés de l'armée française durant la Première guerre mondiale - « peinturluré » aux couleurs du groupe punk féministe Pussy Riot, vécu comme une insulte à la mémoire partagée entre la Russie et la France⁶⁰.

Dans ce contexte, les résultats en France des élections présidentielles russes de mars 2018 montrent une sensible évolution des préférences électorales des migrants par rapport à 2012 : en mars 2012 la majorité des électeurs russes de France avait voté pour le candidat de l'opposition, l'oligarque Dmitri Prokhorov ; en 2018, Vladimir Poutine l'emporte largement sur les autres candidats. La volonté de réagir aux critiques dont leur pays est l'objet et l'effet annexion de la Crimée font partie des facteurs explicatifs de cette évolution⁶¹.

Si elles sont liées aux événements impliquant la Russie, les représentations qu'ont les migrants russes de leur patrie dépendent aussi, on le voit, de leurs interprétations par les acteurs politiques et médiatiques français. Le sentiment d'injustice que nous venons d'observer n'est pas

⁵⁶ Olga Bronnikova, 2014, *op.cit.*

⁵⁷ Olga Koveneva, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du «vivre ensemble» », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 2011

⁵⁸ « Solidaires de la Russie à l'heure de la tragédie ukrainienne, 22 décembre 2014. <http://www.russkymost.net/spip.php?article70&lang=fr> consulté le 1 mai 2018.

⁵⁹ Entretiens menés en 2018 par des étudiants de l'Université Grenoble Alpes sous la direction d'Olga Bronnikova (15 entretiens semi-directifs)

⁶⁰ Conseil de coordination du Forum des Russes de France, « Monument russe vandalisé à Paris : Silence assourdissant de la presse et des autorités face à un acte odieux », février 2013 : <http://www.conseilrusses-france.org/10-articles/articles-ccrf/77>

⁶¹ Sondages du Centre Levada, avril 2014, <https://www.levada.ru/2014/04/29/aprelskie-rejtingi-odobreniya-i-doveriya-2/>

la seule émotion provoquée chez les migrants russes par les représentations de la Russie véhiculées par des médias russes et français.

La peur de la Russie, principale émotion politique des migrants contestataires

Les représentations de la Russie chez les migrants contestataires suscitent de fortes émotions que ceux-ci décrivent en se référant à la politique intérieure et extérieure menée par le Kremlin et à la période soviétique. Elles ne sont pas seulement politiques ou *politisées*, elles sont également guidées par des réactions émotives *a posteriori* rationalisées par les acteurs.

La peur de la Russie est un autre thème qui apparaît central dans les propos tenus par certains militants : à leurs yeux, historiquement la Russie suscite en France la peur⁶². Comme le rappelle Corey Robin, « la peur politique a une histoire, et de manière surprenante, c'est une histoire des idées »⁶³. En France, le souvenir d'octobre 1917 et de la guerre froide, perçue comme une confrontation à tous les niveaux entre les camps socialiste et capitaliste, reste très présent. Au cours des entretiens qui ont été menés, la thèse d'une peur enracinée dans l'histoire est explicitement développée : « tout le monde a peur de la Russie. A Bruxelles, en France, partout. Cette peur est rationnelle et irrationnelle. C'est un héritage de l'URSS, de la révolution bolchévique. La peur de la Russie s'est accumulée depuis plusieurs générations »⁶⁴. L'historien Eric Aunoble estime lui aussi qu'elle remonte à la révolution bolchévique et se confirme dès le début de la guerre froide⁶⁵. Cette période a laissé de profondes traces émotionnelles des deux côtés du rideau de fer quand les individus vivaient dans ce que Linda Green a désigné comme « la peur comme mode de vie »⁶⁶.

Aujourd'hui ces images commencent à être réactualisées. En Russie, militants et journalistes sont confrontés à des risques allant des représailles économiques à l'emprisonnement et, parfois, au meurtre. Le sentiment de peur vis-à-vis de l'Etat est revenu en force, notamment chez des individus qui l'associent à des sentiments qu'eux-mêmes ou leurs familles ont éprouvés pendant la période soviétique. Il est d'autant plus fort que l'emprise des services secrets reste importante dans la vie politique, économique et sociale⁶⁷. Ce que montrent les entretiens, c'est qu'il a un fort impact à l'étranger. Ne pas avoir peur de l'ingérence russe est vécu par certains des interviewés au mieux comme de l'inconscience et de l'ignorance, au pire comme de l'opportunisme personnel, pour des raisons économiques ou politiques. L'un d'entre eux qualifie d'« idiots utiles » certains acteurs politiques et économiques français à son avis instrumentalisés par la Russie à des fins politiques⁶⁸. Dès lors ils sont convaincus qu'il leur revient de cultiver cette peur afin de prévenir la société française de la menace qu'elle encourt. Cette peur peut aller jusqu'à modifier les trajectoires de vie. Ainsi conduit-elle certains des interviewés à s'engager

⁶² Entretien d'Olga Bronnikova avec un militant d'une des associations créées pendant la mobilisation de 2011-2012, octobre 2013, Paris

⁶³ Corey Robin, *Fear: The History of a Political Idea*, Oxford University Press, 2006

⁶⁴ Entretien d'Olga Bronnikova avec une employée d'origine russe d'une grande ONG française des droits de l'homme, le 23 novembre 2016, Paris

⁶⁵ Eric Aunoble, 2017, *op. cit.*

⁶⁶ Linda Green, « Fear as a Way of Life », *Cultural Anthropology*, vol. 9, n 2, 1994

⁶⁷ Perrine Poupin, *Action de rue et expérience politique à Moscou. Une enquête filmique*, thèse de doctorat, EHESS, 2016

⁶⁸ Entretien déjà cité avec une employée d'une ONG française, 23 novembre 2016

dans la défense des droits de l'homme ou dans d'autres types de militantisme contestataire en France⁶⁹. Parfois la peur disparaît. Et ne *plus* avoir peur de l'Etat russe peut aussi être vécu comme problématique. Des réfugiés qui ont obtenu l'asile politique en France ressentent un fort sentiment de perte, non pas de leur pays d'origine, mais de la communauté de militants unis par le mépris et le déni du risque à laquelle ils appartenaient en Russie⁷⁰. La peur était créatrice d'un sentiment de communauté qu'ils ont perdu une fois réfugiés en France.

Conclusion

Les deux cas d'étude présentés ici, celui des Etats baltes et celui de la France, sont à la fois divergents et similaires dans le rapport que les minorités/migrants russes/russophones entretiennent avec la Russie. Si dans le cas balte, il est presque impossible de parler de migrants, mais seulement de minorités étant donné l'ancienneté de la présence des Russes de première, deuxième, voire troisième générations, en France on est en présence d'une nouvelle vague d'immigration, postérieure à la chute de l'URSS, qui rejoint la longue histoire de l'émigration russe dans ce pays. L'autre divergence repose sur l'histoire des relations respectives entre ces pays et la Russie : les relations entre la Russie et la France ne sont pas marquées par le passé de colonisation-occupation-rattachement-annexion, selon la dénomination choisie, qui est l'histoire partagée entre les Etats baltes et la Russie. La proximité entre ces derniers est aussi spatiale, avec une frontière commune entre la Russie et l'Estonie comme la Lettonie, et l'existence de régions frontalières, comme celle de Narva. Enfin, numériquement la présence russophone en Lettonie et en Estonie est bien plus importante qu'en France.

C'est dans ces contextes, fort différents, que se forment les représentations de la Russie. Si dans les deux cas d'étude, les représentations sont loin d'être monolithiques et homogènes, elles sont de part et d'autre politisées, mais différemment. En Lettonie et en Estonie, elles le sont du fait, d'une part, des politiques envers ces minorités, d'autre part, de la singularité des pratiques politiques de la Russie dans l'espace postsoviétique. En France, elles ont été (re)politisées à la suite des événements géopolitiques de la dernière décennie et de la présumée ingérence russe dans les affaires intérieures françaises, avec en contrepartie le soutien de différents acteurs politiques français, comme les partis de l'extrême-droite. Selon certaines interprétations, cette re-politisation fait écho aux pratiques de l'époque, qu'on pensait révolue, de la Guerre froide.

Enfin, les perceptions de la Russie en Estonie et en Lettonie sont influencées par la proximité géographique : les russophones de ces pays n'ont pas l'impression d'être coupés de la Russie, ils partagent un espace culturel, médiatique et linguistique commun ; ils ont en outre la possibilité de se rendre en Russie régulièrement. Leurs représentations sont marquées par cet espace de proximité vécu. Alors que dans le cas français, la distance spatiale qui sépare les deux pays fait que les migrants russes se sentent davantage « coupés » de leur Etat d'origine, tout en l'étant moins d'un point de vue social que dans le cas balte. En effet, hormis les migrations forcées des réfugiés, citoyens de Russie, principalement originaires de Tchétchénie, en France les migrants russes sont loin d'être exclus du point de vue socio-économique ou de se sentir

⁶⁹ De nombreux exemples sont cités dans la thèse d'Olga Bronnikova, 2014, *op.cit.*

⁷⁰ Perrine Poupin, 2016, *op. cit.*

comme tels. Comparativement à l'immigration venant d'Ukraine, celle venant de Russie est plus homogène socialement, avec un nombre moindre de travailleurs non-qualifiés ou du *care*.

Malgré ces divergences entre les deux cas d'étude, il existe une tendance qui les lie du point de vue des pratiques politiques transnationales. Les Etats baltes connaissent actuellement une immigration nouvelle, peu forte numériquement mais importante symboliquement, de réfugiés et de migrants ayant quitté la Russie pour des raisons politiques (journalistes, blogueurs, défenseurs des droits humains, hommes et femmes politiques, etc). Ces derniers profitent à la fois de l'ouverture de ces pays envers les opposants au régime politique russe, de la proximité géographique pour celles et ceux qui peuvent circuler entre les deux pays (certains journalistes) et de l'espace culturel russophone en Estonie et en Lettonie. S'ils n'ont pas de liens avec le reste de la minorité russophone de ces Etats, ces nouveaux migrants sont par contre fortement connectés aux migrants mobilisés contestataires de France ainsi qu'aux acteurs de l'opposition restés en Russie. Dans ce champ de politiques transnationales en gestation, les Etats baltes jouent le rôle particulier d'un espace frontalier, d'une interface entre les pays postsoviétiques et l'Union européenne. La question reste ouverte de savoir si cette dernière tendance pourrait influencer les représentations de la Russie non seulement dans les milieux russophones en Estonie, en Lettonie et en France, mais aussi en Russie.